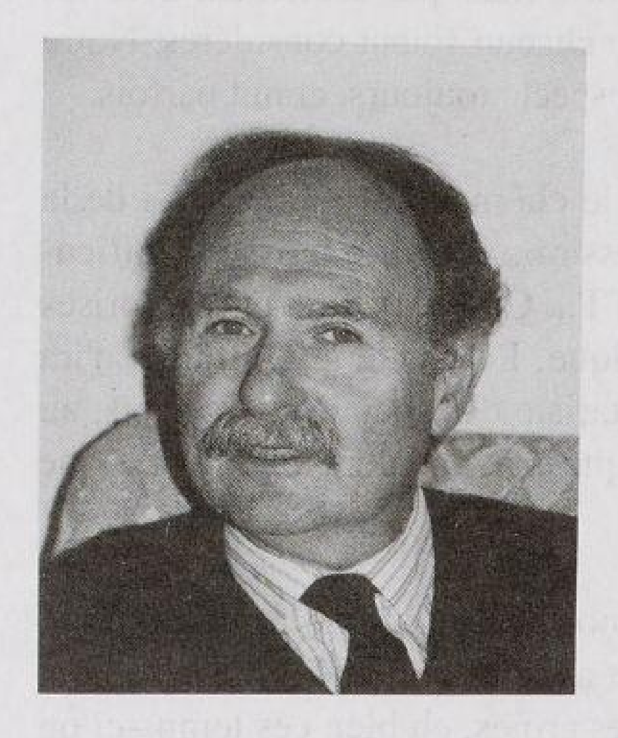
élections législatives du 21 mars 1993
République Française - 10ème circonscription de Paris



candidat: **Jean-Claude SALOMON**
médecin, directeur de recherche au CNRS, cancérologue, marié, quatre enfants .

suppléante: **Annie NEYRET**
éducatrice spécialisée, mariée, deux enfants

Présentés par le **Mouvement des Citoyens**
soutenus par **Jean-Pierre Chevènement**

Chère Madame, Cher Monsieur,

Vous allez devoir en conscience voter pour désigner votre député d'ici quelques jours. Jamais la situation en France et dans le monde ne vous aura semblé plus confuse et le choix aussi difficile. Comme tout le monde, nous sommes pour la paix, contre le chômage et pour que la France soit prospère et généreuse. Si l'on s'en tenait à ces belles intentions, vous pourriez tirer au sort votre bulletin. Mais nous sommes, vous et nous, citoyens responsables, conscients des risques et des dangers que recèlent notre société et une situation internationale troublée, voire franchement alarmante dans trop de régions: l'ex-Union Soviétique, l'Algérie, l'ex-Yougoslavie, le Moyen Orient, le Cambodge ... Comment aider ces pays à surmonter leurs difficultés. Nous ne pouvons rester indifférents à ces drames extérieurs. Comment prévenir les dangers éventuels qui pourraient nous atteindre. Mais pour bien aider, il faut soi-même être fort et stable.

J.-P. Chevènement et les citoyens qu'il a rassemblés dans son mouvement, ont désapprouvé la guerre du Golfe dans laquelle les américains nous ont entraîné. Libérer le Koweit était une juste cause. Les autres objectifs n'étaient pas les nôtres. Saddam Hussein tyranise encore ses compatriotes, le Moyen Orient est toujours aussi incertain et peu démocratique, le conflit israëlo-palestinien demeure. La France dans la région ? un comparse tout au plus!

J.-P. Chevènement, et le mouvement des Citoyens ont fait campagne pour une Europe sociale, progressant à pas mesurés. La spéculation et la dispersion de l'Europe dans les négociations du GATT soulignent l'aveuglement monétariste des partisans de Maastricht. La Grande Bretagne n'est pas solidaire de l'Europe. Le traité doit absolument être renégocié. A-t-on tort d'avoir raison trop tôt, d'être hors du consensus ? Le "consensus" détruit le débat démocratique. Ni les aventures militaro-humanitaires, ni une télévision manipulatrice n'y changeront rien.

Revenons à nos objectifs: le chômage, la paix et la démocratie. Par les moyens de la volonté, de la concertation et de la solidarité.

Le chômage: Cessons de nous payer de mots: *franc fort, dévaluation presque nulle, monnaie européenne unique, grands équilibres* et voyons la **réalité en face: chômage, perte de parts de marché, en particulier sur le marché français, croissance presque nulle**. De quelle marge dispose le pouvoir politique? Peut-il être efficace? Dans le cadre d'une politique monétariste, la réponse est non. Dans le cadre d'une politique sociale, industrielle et économique soutenue par une gauche qui se respecte, la réponse est oui. L'état doit agir, sans sortir de son rôle légitime, sur les équilibres économiques et sociaux en associant **relance, baisse des taux d'intérêt, le protectionnisme nécessaire et**





suffisant pour rendre aux entreprises françaises des parts du marché français et reprendre les emplois perdus. La France doit rester dans le courant mondial, mais ne doit pas être emportée par ce courant. La *mondialisation de l'économie* n'est pas ce n'importe quoi obsessionnel dont on nous rebat les oreilles. La France peut et doit tenir toute sa place: nation moyenne, développée, riche de son passé, de sa culture, de son avenir, capable de nouer des liens de coopération, d'échange et d'amitié avec tous les pays qui le veulent en Europe d'abord, mais pas seulement avec les pays de la communauté des douze, avec les pays du Sud. Pourvu que les intérèts de chacun soient considérés. Notre pays, ni dominateur, ni dominé, est envié, souvent aimé, il doit être indépendant et respecté toujours, craint parfois.

Le **partage du travail**, facile à rêver, difficile à réaliser ne peut suffire à réduire le chômage, il y faut aussi de la **croissance, des investissements à moyen et à long terme, de la formation professionnelle, une baisse significative des taux d'intérêt, assez de liberté à l'égard du mark, de la CEE, du GATT**... Citoyens, Etat et entreprises peuvent agir, se battre pour récupérer assez d'indépendance politique et économique. La droite aux affaires n'ira pas dans ce sens. Au mieux la verrait-on poursuivre la désastreuse politique monétariste des socialistes sortants, au pire elle renforcera cette redoutable politique de régression sociale et économique par un ultra-libéralisme que même les Etats Unis ont rejeté.

La paix : ni pacifistes, ni bellicistes. Aujourd'hui pour la paix nous ne pouvons nous passer d'une force militaire qui assure un choix autonome de notre mode de protection. Avec de bons traités et avec des alliances qui ne soient point soumission de nos hommes à un commandement étranger. Quant à l'usage des armes, eh bien ces temps-ci on en use trop, on en vend trop. Une diplomatie plus déterminée aux vrais compromis, moins accrochée à la locomotive américaine, nous vaudrait pour la paix une meilleure capacité d'action, sans nous aliéner aucun peuple ami. On attend mieux de la France que de voir nos soldats dans tant de pays.

La démocratie : tous ceux qui ont voté pour la gauche en 1981 croyaient que sur ce terrain les socialistes seraient conséquents. Que rien ne les empêcherait de donner la parole à ceux qui ont tant à dire, plutôt qu'aux adorateurs de l'audimat. On pouvait espérer que la décentralisation serait l'occasion d'éclaircir l'information et de faire participer les citoyens aux décisions. L'échec est cruel, car il ne doit rien à l'insurmontable. Là encore, les "importants" ont conservé un pouvoir sans contre-partie citoyenne. Dans notre République, quand les infirmières ou les paysans veulent faire valoir leur opinion, ils n'ont guère de choix, sinon aller dans la rue. La concertation tranquille et efficace est inexistante. Le débat préparatoire au referendum sur l'Europe démontre que notre peuple a un véritable appétit de démocratie républicaine, et une grande maturité politique. Ceci étonne ceux pour qui la République est une concession et la liberté un thème publicitaire. Bien sûr le débat est redouté, car il permet d'approfondir les problèmes, de comprendre les enjeux au lieu de les masquer, de faire vivre la démocratie sur le terrain social, sur celui de l'éducation et sur celui de la lutte contre les inégalités. Le débat démocratique permanent prévient le désordre, autorise les choix et le cas échéant les sacrifices équitablement partagés. Le refus de l'exclusion xénophobe et raciste, l'intégration des immigrants, le code de la nationalité, l'entrée des jeunes dans la vie active, la retraite, la santé (son coût et plus encore son amélioration) , les drogues...sont des questions dont la signification politique est évidente et dont le débat démocratique ne peut être confisqué par la télévision et les experts, ou soit disant tels. Si l'autorité publique n'a pas à imposer un mode de pensée, mais elle a le devoir impérieux de favoriser ce que certains appellent la **démocratie participative**. Il faudrait aussi évoquer le fonctionnement du parlement, des instances communautaires...

Arrêtons-nous là. Nous n'avons pas tout dit, mais nous sommes certains que vous avez compris l'essentiel de notre propos et de la politique du **MOUVEMENT DES CITOYENS**. Au premier tour de ces élections législatives, si cette approche de la politique vous parait compatible avec vos propres idées et avec votre volonté, vous aurez la possibilité de l'exprimer et de renforcer ainsi ce mouvement qui sera, n'en doutez pas, un élément fort de la remise en place de la gauche républicaine.

Acceptez Chère Madame, Cher Monsieur, l'expression de notre dévouement sincère et profond à la cause commune. Nous vous souhaitons d'être heureux dans un monde où, à côté de la tristesse, vivent Espoir et Volonté.

Jean-Claude SALOMON et Annie NEYRET

N'hésitez pas à nous écrire, il y aura beaucoup à faire après les élections (J-C Salomon, BP 8, 94801 Villejuif cedex)